

VOUS & NOUS



LE BILLET

PAR GEORGES BOURQUARD

Avec Gilles Carrez, c'était pas si carré que ça...

Le premier contribuable venu lui donnait le Bon Dieu sans confession. Enfin un parlementaire digne de confiance, le sérieux fait homme. Crâne légèrement dégarni et fines lunettes sur le nez, Gilles Carrez passait pour le premier de la classe à qui on ne le fait pas.

C'est bien pour ça que ce député UMP s'est retrouvé président de la commission des Finances de l'Assemblée nationale. Un poste de vigie idéal pour traquer les errements du gouvernement socialiste toujours prêt à creuser les déficits et à gonfler la dette. Avec Gilles Carrez, les ministres n'avaient qu'à se tenir à carreau.

Mais voilà que ce surveillant général du Palais-Bourbon est pris en flagrant délit de liberté avec le régime. Gilles Carrez aurait omis de s'acquiescer de l'impôt de Solidarité sur la Fortune depuis 2011. Pour toute défense, il avoue avoir oublié « un point de la loi fiscale ».

Pour cet ancien rapporteur du budget et auteur d'une flopée d'amendements sur l'ISF justement, cette ignorance relève de la Faculté. Les trous de mémoire, ça se soigne.

Après Thomas Thévenoud victime de « phobie administrative » et Jérôme Cahuzac menteur comme un arracheur de dents, Gilles Carrez s'ajoute à une longue série d'arroseurs arrosés. Le fisc aurait également des comptes à demander à une soixantaine d'autres parlementaires indélicats. Rien que des hommes. Pour une fois, personne ne se plaindra de cette absence de parité.

le dauphiné

@ LA QUESTION DU JOUR

Pensez-vous qu'une pilule contre le vieillissement puisse être mise au point ?

@ LA RÉPONSE À LA QUESTION D'HIER :

Êtes-vous favorable à l'ouverture des musées tous les jours ?



Résultats de la consultation effectuée sur le site du Dauphiné Libéré (5 312 votes). Chaque jour, une question vous est posée dans cet espace.

Vous êtes invités à y répondre sur le site du Dauphiné Libéré :

ledauphine.com rubrique "La question du jour".

@ À VOIR, À LIRE SUR LE WEB



[VIDÉO] Il s'offre un saut en wingsuit depuis une montgolfière

à voir, à lire sur le site du Dauphiné Libéré : ledauphine.com

**le dauphiné libéré**

**L'AUTOMNE À PRIX BAS**

**20% DE REMISE**

\* Offre réservée aux nouveaux abonnés pour un règlement par prélèvement ou 1 an au comptant

**ABONNEMENT 7 JOURS / 7**

- Par prélèvement, les 6 premiers mois, votre journal à 0,72€ au lieu de 0,90€, le dimanche 1,20€ au lieu de 1,50€. Par la suite un maximum mensuel de 30,90€, pour 26 exemplaires semaine à 0,90€ et 5 dimanches à 1,50€.
- 1 an au comptant : 286,40€ au lieu de 358€ soit 312 exemplaires semaine et 52 dimanches.
- 6 mois au comptant : 179€ soit 156 exemplaires semaine et 26 dimanches.

**ABONNEMENT 6 JOURS / 7**

- Par prélèvement, les 6 premiers mois, votre journal à 0,72€ au lieu de 0,90€. Par la suite un maximum mensuel de 24,30€, pour 27 exemplaires semaine à 0,90€.
- 1 an au comptant : 224€ au lieu de 280€ soit 312 exemplaires semaine.
- 6 mois au comptant : 140€ soit 156 exemplaires.

Pour vous abonner, appelez le **0800 887 001**

ou retourner après avoir complété le bulletin ci-dessous à : **Dauphiné Libéré, service abonnement - 38913 Veurey Cedex**

- Accompagné de votre règlement pour un règlement au comptant.  
- Accompagné du mandat SEPA et de votre RIB pour un règlement par prélèvement.

Indiquez vos coordonnées

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

CP/Ville ..... Tél. ....

Pour payer par prélèvement, c'est facile : remplissez et signez le mandat SEPA ci-dessous et n'oubliez pas de joindre un relevé d'identité bancaire.

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez le Dauphiné Libéré à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de le Dauphiné Libéré. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque suivant les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Identifiant créancier SEPA : F98Z22393812 Créancier : Le Dauphiné Libéré  
Adresse : 2.L. Les Lior Corbières Code postal : 38913 Ville : Veurey Cedex Pays : France

Référence unique du mandat

Débiteur : Votre nom : .....  
Votre Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : ..... Pays : .....

IBAN : .....  
BIC : ..... Paiement :  Récurrent/Répétitif  Ponctuel

A : ..... Le : .....  
Signature : .....

Nota : Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Veuillez compléter tous les champs du mandat.

FACE À LA RÉDACTION

HAUTES-ALPES | Le député haut-alpin, membre du Parti radical de gauche

Giraud : « Si le PS veut



Pour Joël Giraud, Manuel Valls est « le Premier ministre ad hoc. Il est le plus à même de représenter les intérêts français, même plus que le président de la République. » Photos Le DL/Vincent OLLIVIER

**Maire de l'Argentière-la-Bessée depuis 1989, député des Hautes-Alpes depuis 2002, Joël Giraud est un élu remarquablement implanté dans les Hautes-Alpes. Comme à son habitude, il a répondu sans langue de bois aux questions du Dauphiné Libéré, aussi bien sur des sujets nationaux que sur les enjeux locaux qui lui sont chers.**

ment fructueux.»

→ Quel bilan pourrait-on faire de l'action de François Hollande ?

«Sur le plan international, il nous a réconciliés avec une grande partie de la planète. Il a pris les décisions qu'il fallait, bien aidé d'ailleurs par un excellent ministre des Affaires étrangères. Les différentes interventions militaires de la France étaient nécessaires. Sur le plan national, c'est vrai que les discours hésitants, les revirements, sont quelquefois sur-agaçants. Par contre, ce qu'il s'est passé à l'Éducation nationale est à mettre à son crédit. Je crois qu'aujourd'hui on serait toujours en train de fermer des classes dans les Hautes-Alpes s'il n'y avait pas eu ce coup de pouce pour avoir des enseignants supplémentaires.»

→ Et les rythmes scolaires ?

«Il fallait se poser la question de savoir pourquoi on est les plus mauvais pays de l'OCDE en termes de réussite scolaire. Je n'étais pas favorable à la réforme dans cette forme-là. C'est un monde qu'il faut révolutionner avec un peu de lenteur. Mais je pense qu'il fallait commencer à poser la question du nombre d'heures que font les enfants français. Je n'ai jamais vu ça.»

→ Quelle serait la priorité maintenant ?

«C'est le retour à une croissance et à l'emploi, sinon, on va droit dans le mur. C'est

→ Est-ce que pour vous Manuel Valls est le meilleur Premier ministre que pourrait avoir la gauche aujourd'hui ?

«Il est sur une option sociale-démocrate qui est plus proche de nos idées. Je crois qu'à l'instant T, parce que les gens ont aussi besoin d'un leader, c'est le Premier ministre ad hoc. Valls est le plus à même de représenter les intérêts français, même plus que le président de la République.»

→ Est-ce que vous vous attendiez à un quinquennat aussi compliqué ?

«Non. Personne n'avait mesuré l'état de crise des finances publiques de ce pays et des collectivités locales. Je suis souvent surpris de la façon dont les choses sont annoncées, ou pas d'ailleurs, au plus haut sommet de l'État. Je m'attendais à quelqu'un de plus décisionnaire, de plus leader, y compris quand on n'est pas d'accord. Et le dialogue avec les autres partis de gauche n'a pas été franche-

ment fructueux. Je fais partie des gens qui souhaitent qu'il y ait des allègements de charges sur les TPE-TPI ou les PME-PMI, parce que les mesures que nous avons appliquées pour le moment ne fonctionnent pas. Il y a des niches de croissance. Regardez ce qu'il s'est fait sur la loi sur la transition énergétique. S'il y a des incitations fiscales fortes, il faut qu'il y ait des filières françaises développées aussi.»

→ Martine Aubry a récemment critiqué assez fortement le gouvernement et son action...

«En ce moment, affaiblir un Premier ministre quand on espère prendre sa place, je ne crois pas que ce soit la meilleure des méthodes. Là, encore, je trouve que la démocratie française est un peu

particulière, car elle a toujours tendance à privilégier ce genre de querelles internes aux partis, plutôt que de privilégier l'intérêt national.»

→ Et les frondeurs ?

«Il y a deux types de frondeurs. Il y a le frondeur qui fait chier, qui a tendance à pousser ses copains d'ailleurs, et qui au dernier moment rentre dans le rang, après avoir envoyé les autres à l'abattoir. Et il y a le vrai frondeur qui va jusqu'au bout de sa logique. Et quand j'écoute Pascal Cherké, pour le citer, j'ai plus l'impression d'écouter quelqu'un qui est du Front de gauche. Je vais être clair, je n'ai pas l'impression d'entendre un membre du Parti socialiste. Bon, ils m'arrangent bien pour faire passer des amendements

parce qu'ils veulent embêter le gouvernement. Mais il y a un déplacement du débat. Quand Jean-Marc Ayrault était président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, il y avait des réunions. Ils trouvaient au moins une ligne majoritaire qui était suivie. Le faire dans l'enceinte de l'Assemblée, ça donne une image un peu curieuse de la démocratie parlementaire. S'il y a des gens qui sont au PS tout en rêvant d'un grand soir, je pense qu'ils se sont trompés de parti politique.»

Propos recueillis par Lionel ARCE-MENSO, Coralie DREYER, Yoann GAVOILLE et Jean-Xavier PIERI

Retrouvez cette interview en vidéo sur notre site www.ledauphine.com

Ségolène Royal et Emmanuel Macron, le loup et les tabous



« Ségolène Royal est une femme qui aime les gens, qui connaît les territoires », estime le député PRG. Archives photo Le DL/V.O.

→ Ségolène Royal est venue dans les Écrins. Vous l'avez côtoyée pendant deux jours. Selon vous, elle a pris les mesures qu'il fallait ?

«Sur le loup, c'est la première ministre de l'Environnement, de droite ou de gauche d'ailleurs, qui a compris ce qu'était la détresse de toute

une population. L'éleveur qui venait de perdre des brebis et qui était en larmes devant elle à Vallouise a été plus efficace que toutes les manifestations du monde. C'est une femme qui aime les gens, qui est d'un territoire, qui les connaît. Aujourd'hui, je pense que compte tenu que la po-

pulation pullule, on est à la limite de pouvoir demander une révision de la convention de Berne. D'ailleurs, c'est ce que font un certain nombre de pays. Pour continuer sur Ségolène Royal, sur la transition énergétique, je trouve que son texte est courageux, elle l'a amendé en écoutant l'Assemblée nationale. Elle a porté un projet intelligent. On pourrait lui reprocher que ce n'est pas un projet à 100 % bascule. Elle veut construire une filière industrielle sur un certain nombre de sujets. Je trouve ça plutôt vertueux. Et sur la ligne THT, elle a décidé après avoir entendu tout le monde. Et elle a décidé qu'il y avait plus de pour que de contre.»

→ Un autre ministre dont on entend beaucoup parler, c'est le nouveau ministre de l'Économie, Emmanuel Macron.

Comment jugez-vous son entrée au gouvernement ?

«Je ne vais pas juger sa façon de parler aux médias, parce qu'avant on avait aussi un ministre qui parlait beaucoup aux médias... Que reste-t-il des années Montebourg ? Moi, je ne vois pas un bilan très positif. Macron arrive avec un bagage intellectuel extrêmement solide. Il pose des questions qui sont quelquefois iconoclastes, c'est-à-dire qu'il veut remuer des choses, des tabous. Je crois que le personnage, dans une situation de crise, est utile. On verra aux résultats. Je pense que Macron est un type qui, n'ayant pas de tabous, avec une vision internationale des choses, peut amener à déverrouiller un système tout en conservant une forte justice. Parce que la justice, ce n'est pas forcément le conservatisme.»

→ Il a mis les 35 heures sur la table, de même que la réforme des allocations chômage ou le travail dominical. Ça rentre dans une logique "sans tabou" ?

«Je pense que ce sont des choses qu'il faut discuter avec les partenaires sociaux. Ce qui la fout mal, c'est effectivement quand un ministre signe un document et que le nouveau ministre remet en cause ce qui a été signé un mois avant, c'est un peu compliqué. Le mettre sur la table est à mon avis souhaitable. Est-ce qu'il est normal qu'on ait des gens qui restent dans une situation de chômage avec 6000 euros par mois ? Je me pose franchement des questions. Ouvrir le débat dans ce sens-là ne me paraît pas choquant, tout en ayant à l'esprit de garder une solidarité et une protection.»

Le PRG et le gouvernement, « un soutien sans participation » ?

→ Vous avez parlé de coup de force des Radicaux de gauche après les propos de Jean-Michel Baylet menaçant de quitter le gouvernement. Avez-vous obtenu satisfaction ?

«Je crois qu'il y a eu une précision qui est importante, qui est celle sur la réforme territoriale. Nous avions déjà obtenu satisfaction en ce qui concerne le maintien des départements ruraux. Ce qui est clair aujourd'hui, c'est que plus de la moitié des départements vont garder un conseil général, une structure de proximité. C'est aussi le maintien d'un certain nombre de prérogatives des départements que l'on va négocier. La deuxième chose qui va arriver dans le projet de loi : je crois que la gestion des routes peut difficilement être reprise par la Région. Il suffit de voir ce qui se passe depuis les Dimred gèrent les

routes depuis Marseille...»

« Le deuxième thème qui est important - on n'en entendait plus parler - c'est le droit de mourir dans la dignité. On a en France une législation un peu "Canada Dry" qui fait qu'aujourd'hui, on a encore des médecins qui sont poursuivis pour avoir accompli des actes demandés par la famille ou par le patient avant qu'il ne puisse plus s'exprimer. Le Premier ministre a été clair là-dessus : il y aura un texte au droit de mourir dans la dignité. Ce sont des sujets sur lesquels il me semblait important de réagir. »

«Je crois que les engagements du Premier ministre, qui sont ceux de mettre à plat cette fiscalité locale, sont quelque chose d'important car aujourd'hui il y a des communes qui sont riches et qui ont des dotations importantes, etc. C'est aussi une révo-

lution fiscale qui attend les collectivités locales.»

→ Si vous n'aviez pas obtenu satisfaction, vous auriez été favorable à ce que le PRG quitte le gouvernement ?

«À titre personnel, j'aurais été favorable à ce qu'on ait un soutien sans participation. On a un moment qui est difficile en termes de politique, où le langage de vérité doit être tenu. Mais il faut associer toutes les forces de la majorité présidentielle. À l'heure actuelle, il faut être clair, ce n'est pas le cas. La carte de remodelage des régions, on l'a découverte dans la presse. La deuxième modification s'est faite au sein du groupe socialiste sans que personne ne soit interrogé, ni chez les écologistes ni chez les radicaux. »

«Il y a tout un tas de choses qui font qu'aujourd'hui, il



« Associer toutes les forces de la majorité présidentielle, actuellement, ce n'est pas le cas. »

faut que le PS comprenne qu'on n'est pas dans le règne animal avec un mâle dominant et puis le reste du monde et qu'il faut travailler en amont sur un certain nombre de dossiers. Cela nous a été promis mais effectivement, si sur un certain nombre de choses, on n'avait pas été en-

tendu, j'aurais continué mon petit bonhomme de chemin de député de base qui essaie d'être solidaire avec l'action de la gauche mais qui ouvre son bec pour qu'un certain nombre de textes soient améliorés voire même ne pas voter un certain nombre de textes.»